

## Contexte et méthodologie

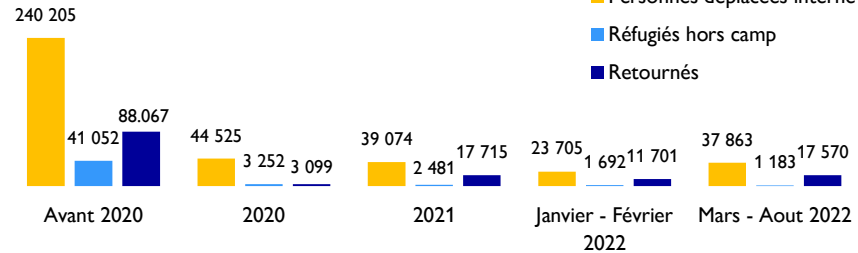
Ce tableau de bord présente un bref aperçu de la situation de déplacement ainsi que les besoins humanitaires.

Depuis 2014, le Cameroun est l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés. Les attaques et les menaces récurrentes continuent de provoquer des déplacements de populations vivant dans la région de l'Extrême-Nord. Des conflits communautaires à Logone-et-Chari le décembre ont également causé des déplacements massifs de populations tout en exacerbant une situation déjà critique par des milliers de populations.

En réponse, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) déploie, depuis novembre 2015, la Matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix- DTM, en anglais*), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacement ainsi que les besoins humanitaires multisectoriels des personnes affectées par les crises. Suite à la collecte des données suivant un questionnaire élaboré par l'OIM, OCHA et les différents secteurs, ces informations sont analysées avec les différents secteurs et partagées avec la communauté humanitaire afin d'orienter les programmes de réponse ou des évaluations sectorielles plus approfondies.

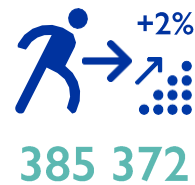
La collecte de données a été conduite du 11 au 24 août 2022 dans 1191 localités et sites spontanés accueillant des personnes déplacées internes, retournées et réfugiées hors camp dans les 6 départements de la région de l'Extrême Nord par 132 enquêteurs qui ont été formés sur la méthodologie de la DTM et MSNA par les chefs de file des secteurs et l'équipe OIM auprès de 4298 informateurs clés (chef de village, leaders communautaires, représentants des déplacés, acteurs humanitaires, acteurs étatiques, autorités administratives etc...). Les localités et sites spontanés accueillant les populations déplacés ont été identifiés depuis le dernier rapport de suivi des déplacements et les alertes sur les mouvements de populations avant cette collecte.

### Périodes de déplacement de la population mobile dans la région de l'Extrême-Nord



### Aperçus des déplacements

#### Individus déplacés internes



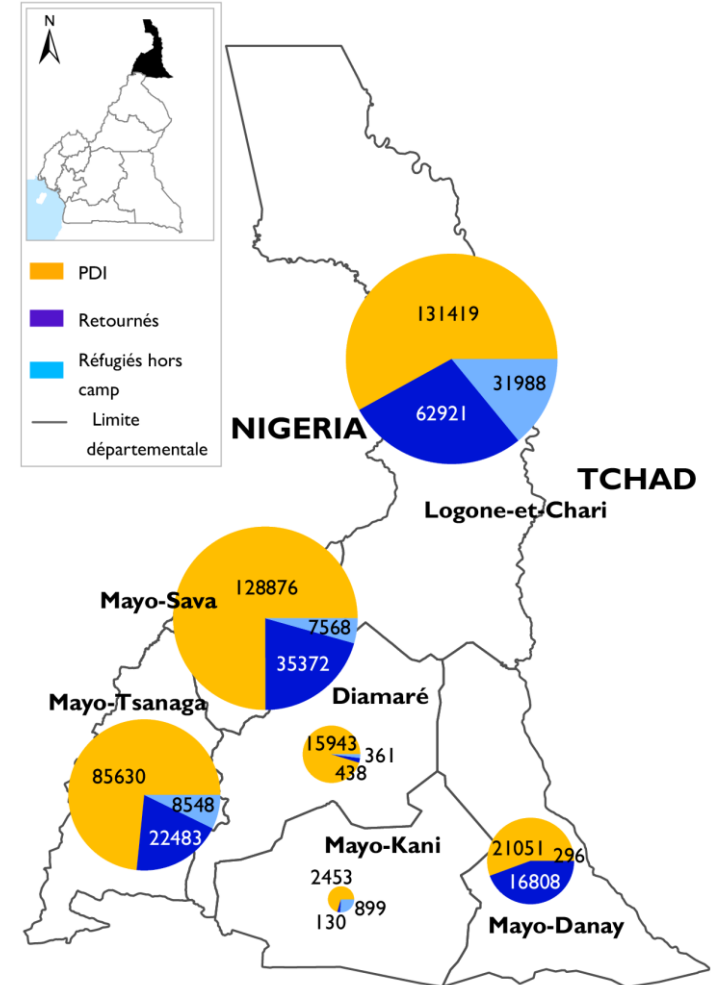
#### Individus retournés



#### Individus réfugiés hors du camp de Minawao



### Répartition des populations déplacées par département



Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.



Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile

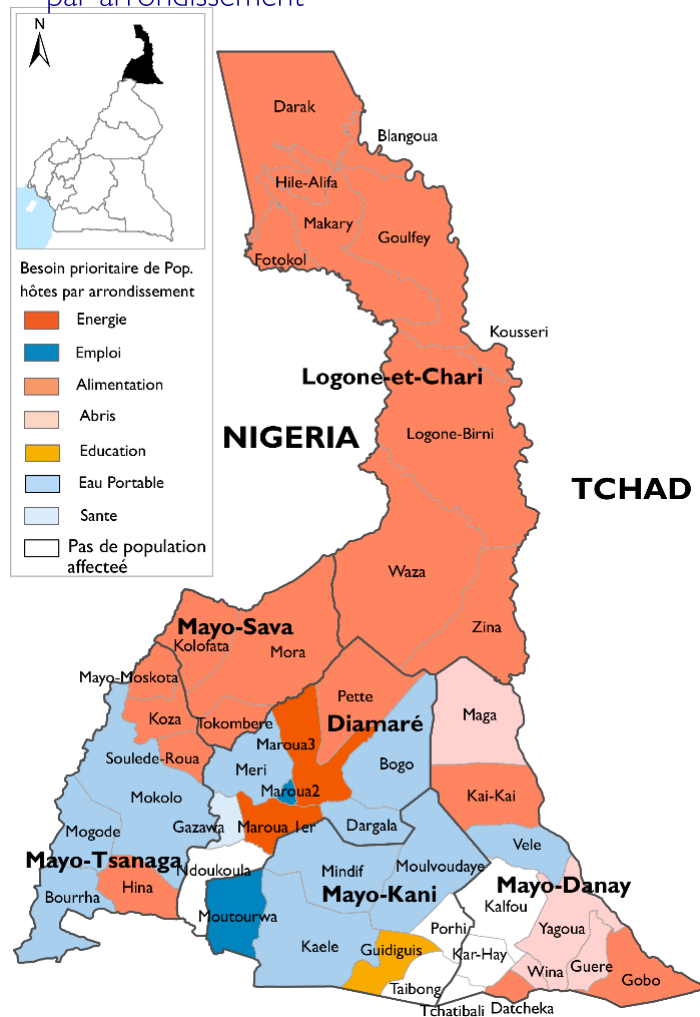
## Besoins prioritaires

Au cours des six derniers mois, plus de 50% des départements n'ont pas reçu de l'assistance. Les assistances reçues dans la majorité des départements sont sous forme de distributions avec une forte proportion dans le département du Mayo-Tsanaga. Seul le Mayo-Kani n'a reçu aucune assistance sous forme de distribution.

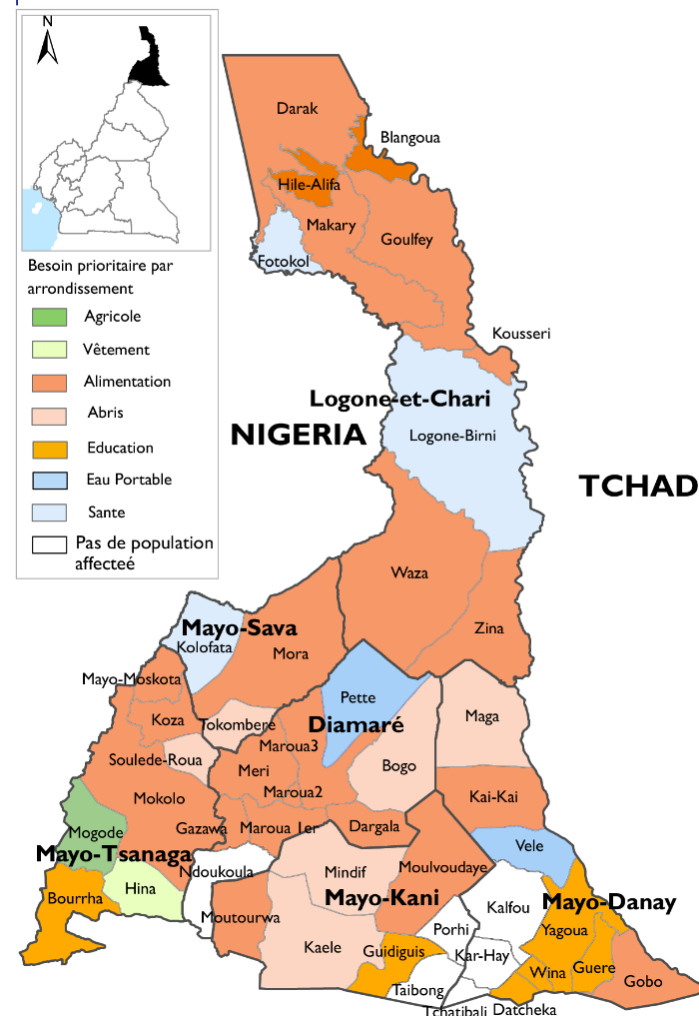
Dans la majorité des localités, le premier besoin prioritaire pour les populations hôtes comme mobiles est l'alimentation. L'eau potable vient en seconde place pour la population hôte majoritairement dans la partie sud de la région, tandis que pour les populations mobiles, le deuxième besoin identifié comme prioritaire est l'abris

Nombre de localités et sites évalués	1 191
Nombre de localités	1 092
Nombre de sites spontanés	99
Nombre d'enquêteurs	132
Nombre d'informateurs clés	4 494

Besoin prioritaires des populations hôtes par arrondissement



Besoin prioritaires des populations mobiles par arrondissement

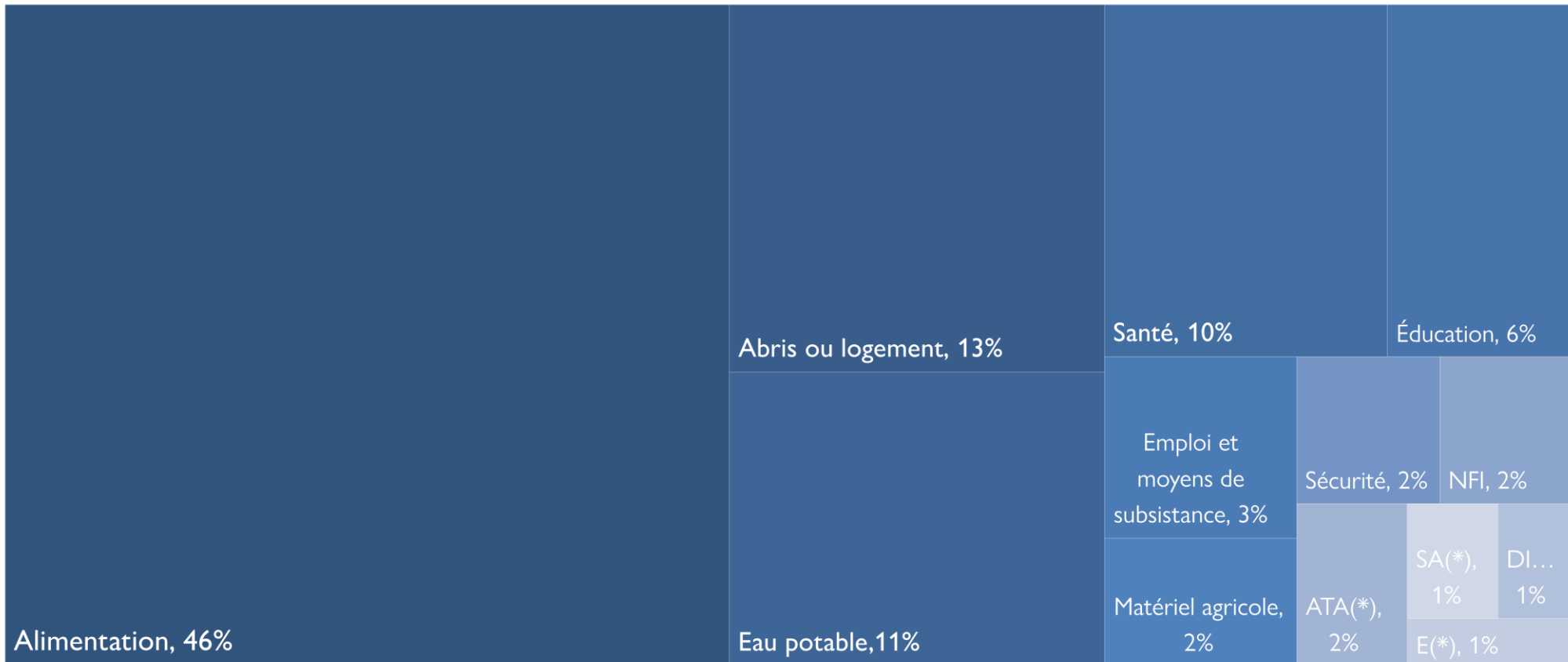


Financé par l'Union européenne Aide humanitaire et protection civile

Au cours de ce round, l'OIM, en étroite collaboration avec OCHA et les acteurs humanitaire, a déployé son outil d'évaluation multisectorielle des besoins (*Multi Sectoriel Need Assessment*, en anglais) pour collecter les besoins humanitaires dans les secteurs d'Abris et articles non alimentaires, Sécurité alimentaire, Nutrition, Protection, Moyens de subsistance, Santé, Éducation, Eau hygiène et assainissement, ainsi que l'accès à l'assistance humanitaire, la Sécurité et la redevabilité au niveau des localités / sites accueillant les populations.

Ce tableau de bord ne reprends que les graphiques essentiels de l'analyse de chaque secteur. Afin de permettre une meilleur utilisation et exploitation de ce travail, la base de données est disponible et téléchargeable sur le site internet de l'OIM ( <https://displacement.iom.int/datasets> . )

### Besoins prioritaires des populations hôtes et des personnes déplacées internes



ATA (\*) : Accès aux Terres Agricoles - SA (\*) : Structures d'Assainissement (Latrine) - DI (\*) : Document d'Identité - E (\*) : Energie (électricité)

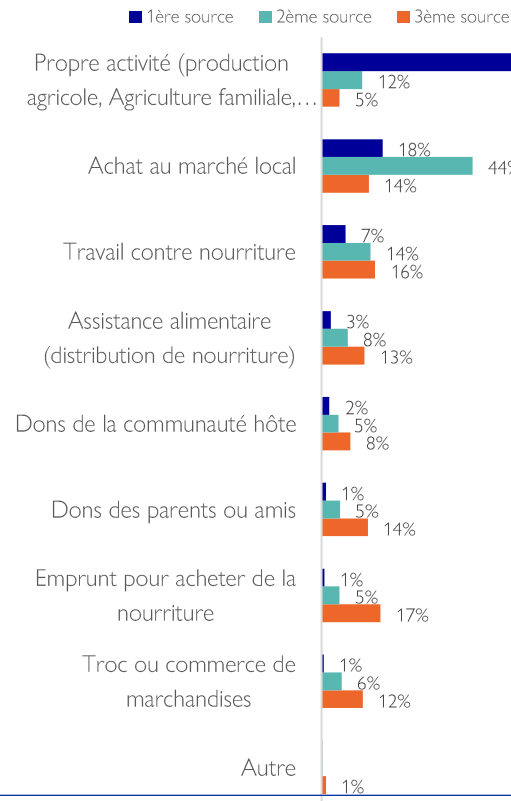


Financé par  
l'Union européenne  
Aide humanitaire  
et protection civile

## Sécurité alimentaire

### Les trois principales sources d'alimentation pour la majorité des populations mobiles

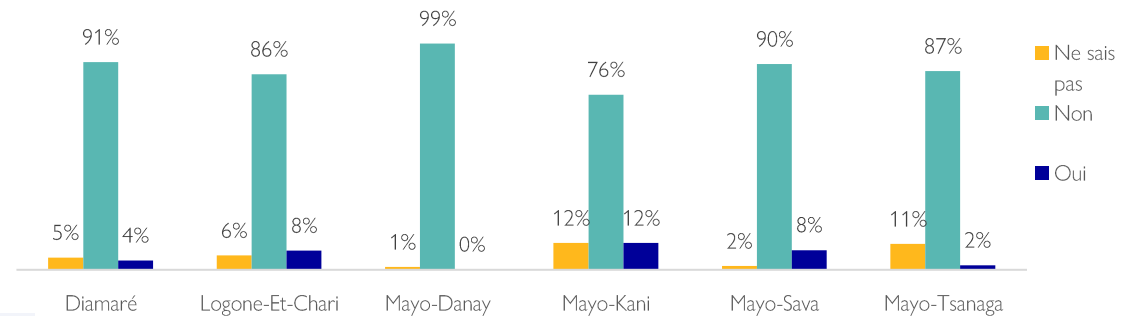
La principale source d'alimentation des populations mobiles est l'agriculture à 67%, l'achat des produits sur le marché local vient en seconde place avec 44 % tant dis que l'emprunt pour acheter la nourriture apparait comme troisième sources avec un taux de 17%.



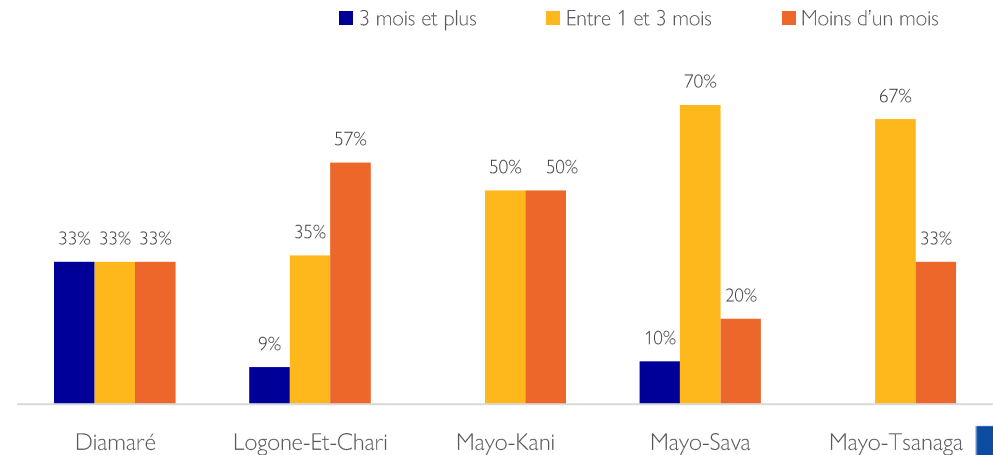
Le temps de couverture des stocks évalués sur une période de 3 mois et plus, révèle que seuls les départements du Diamaré (33%), Mayo-Sava (10%) et Logone-Et-Chari (9%) disposent d'un stock pouvant atteindre 3 mois et plus. Le Logone-Et-Chari (57%) et Mayo-Kani (50%) disposent d'un stock supérieur à 50% dont le temps de couverture est de moins d'un mois. Il faut noter que cette collecte faite en période de soudure, peut justifier la faible disponibilité de stock dans plusieurs départements.

### Stocks de produits alimentaires des population mobiles

Le niveau de stock dans tous les département est au rouge, car la majorité ne dispose même pas de 20% du stock. Le département du Mayo Danay, n'en dispose pas, il faut noter que ce département a connu l'invasion des éléphants et les inondations qui ont dévasté beaucoup de récolte.



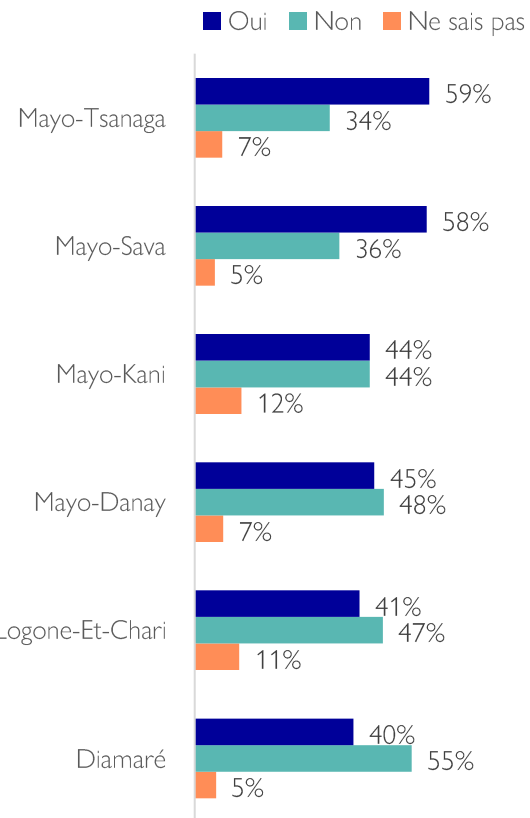
### Temps de couverture pour les stocks de produits alimentaires



 Nutrition

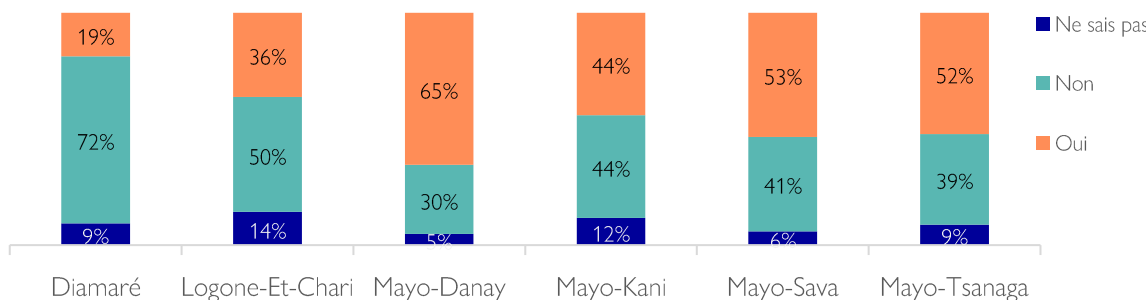
Dans la plus part des départements, l'on noté des proportions importantes d'enfants de moins de 5 ans identifiés comme étant malnutris. Les plus importants taux ont été enregistrés dans les départements suivants: le Mayo-Danay (65%), Mayo-Sava (53%) et Mayo-Tsanaga ( 52%).

Accès au dépistage de la malnutrition par les populations mobiles

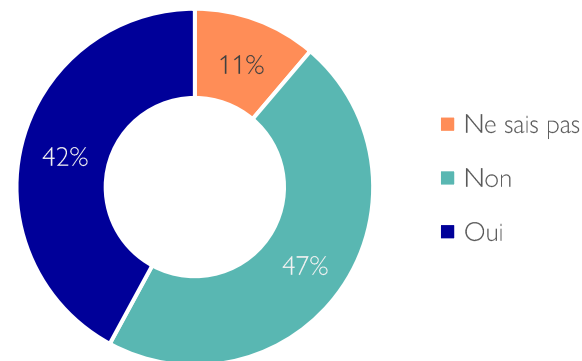


L'accès au service de dépistage de la malnutrition reste problématique pour les populations mobiles dans la plupart des départements, avec notamment un taux important de 55% pour le département du Diamaré. Toutes fois au niveau des départements accueillants un nombre important de populations mobiles, on note un meilleur accès à ces services, c'est le cas dans les départements du Mayo-Tsanaga (59%) et Mayo-Sava (58%). Parmi les 1 191 localités évaluées, 500 localités soit 42 pour cent ont été identifiées comme ayant la présence des enfants malnutris.

Proportion des localités où des enfants de moins de 5 ans malnutris ont été identifiés par département

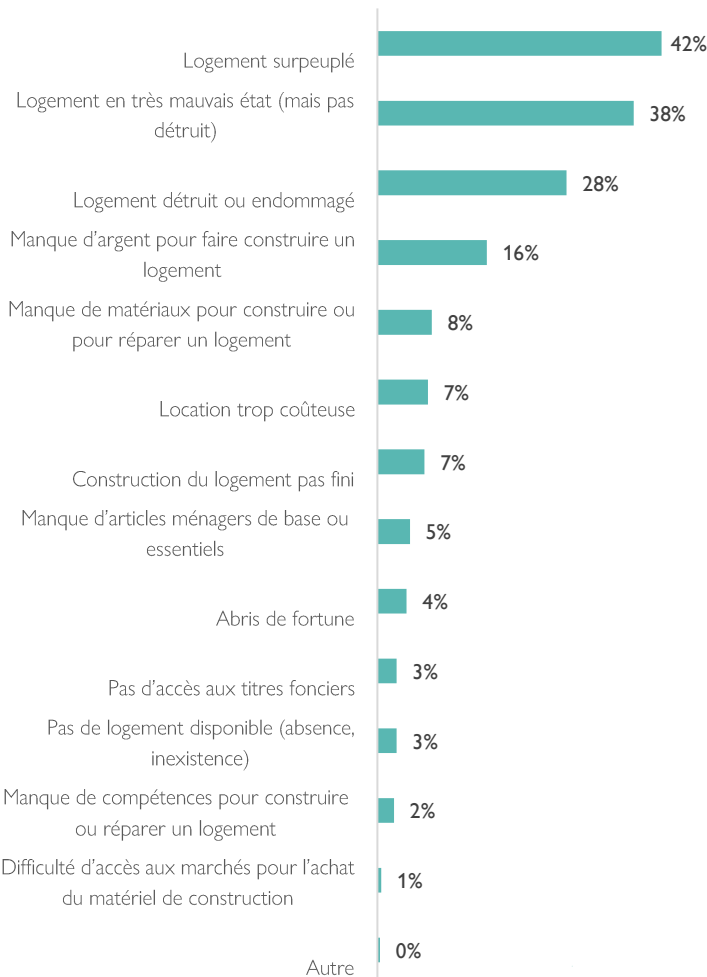


Proportion des localités où des enfants de -5 ans malnutris ont été identifiés



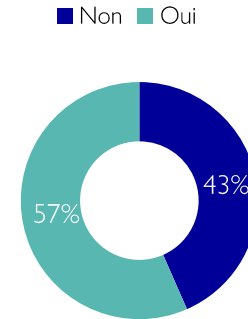


## Abris / articles non alimentaire

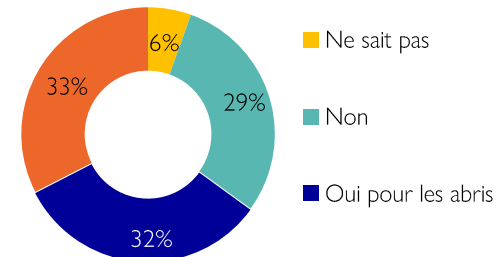


La situation en termes d'abris reste préoccupante pour les populations mobiles et apparaît comme étant le premier besoin au regard des besoins prioritaires cartographiés. Ceci s'explique par l'augmentation des populations mobiles au cours de ces 6 derniers mois et d'autre part, par la conjoncture actuelle du marché qui a causé une flambée des prix des matériaux de constructions, limitant d'une part l'offre de l'assistance humanitaire dans ce domaine et d'autre part la réalisation des initiatives personnelles des population mobiles en termes de construction.

Constat d'une augmentation des loyers

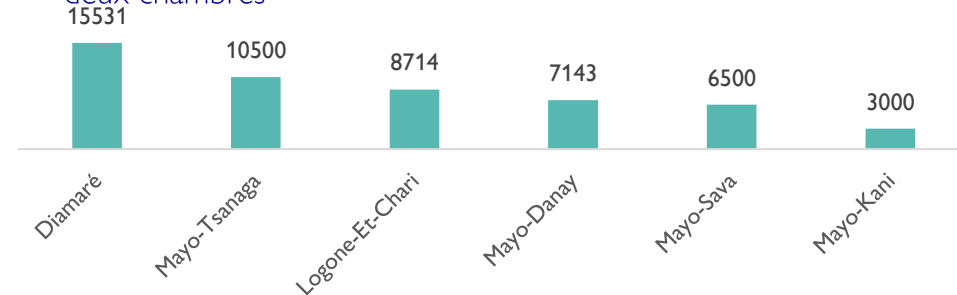


Les femmes font-elles face à des problèmes particuliers dans ces localités en termes d'abris et d'articles ménagers?



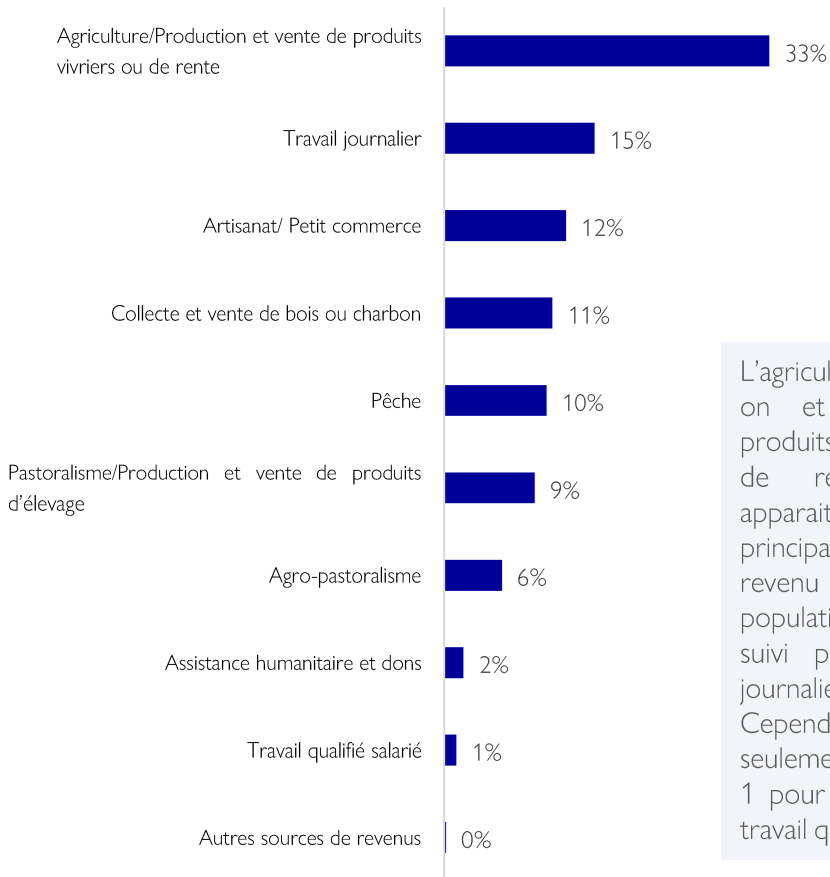
Le prix moyen du loyer est variable d'un département à l'autre. Le Diamaré apparaît comme le département où le prix du loyer est le plus élevé avec un montant de 5000 Fcfa de plus par rapport au Mayo-Tsanaga qui vient en second place.

Le prix moyen du loyer (en cas de location) pour logement avec deux chambres



## Moyens de subsistances 1/2

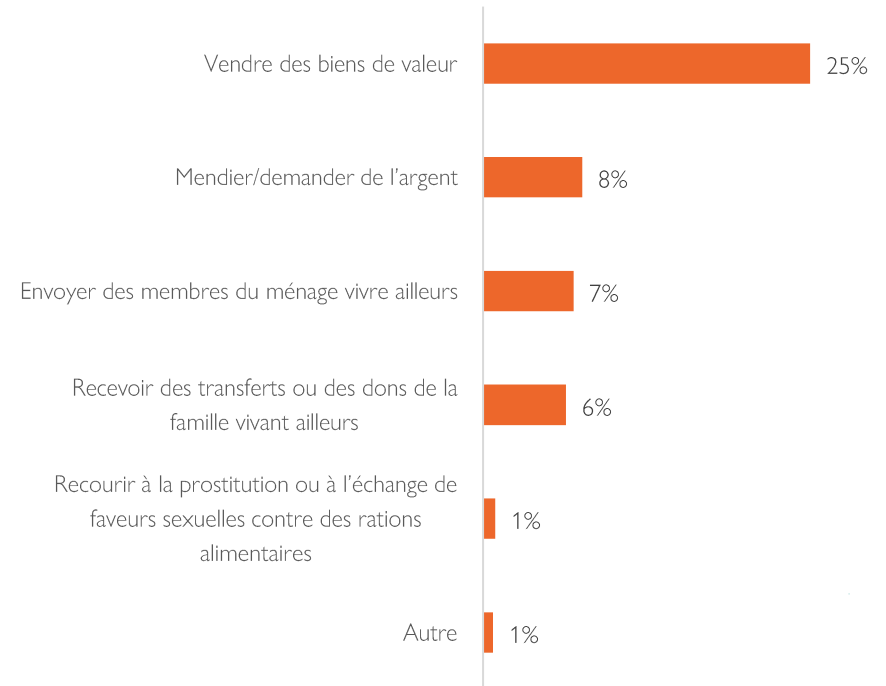
Principales sources de revenus de subsistance ou des activités économiques pour les populations mobiles



L'agriculture/production et vente des produits vivriers ou de rente (33%) apparaît comme la principale source de revenu pour les populations mobiles, suivi par le travail journalier. Cependant, on note seulement un taux de 1 pour cent pour le travail qualifié salarié.

Types de stratégies de recours des populations déplacées pour accéder à des moyens de subsistance ou des activités économiques

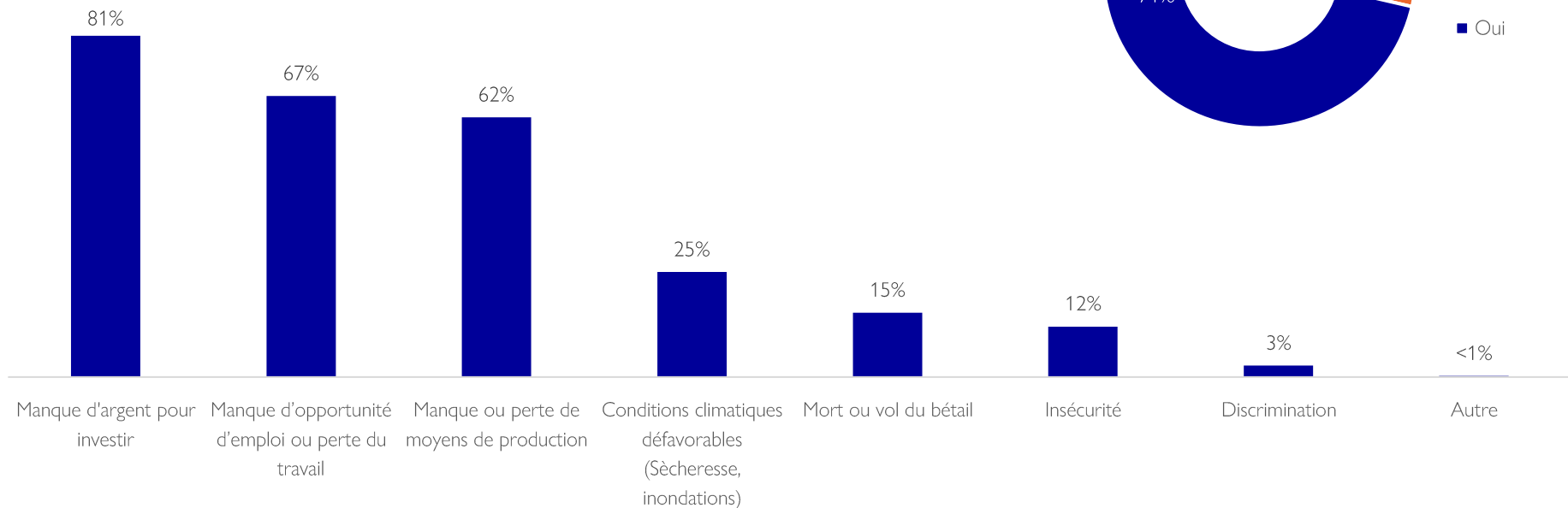
Pour la subsistance, les populations mobiles font recours à la vente des biens de valeurs (25%), mendier ou demander de l'argent (8%), et une proportion de 1 pour cent déclare recourir à la prostitution pour subvenir à leurs besoins et celle de leurs familles.



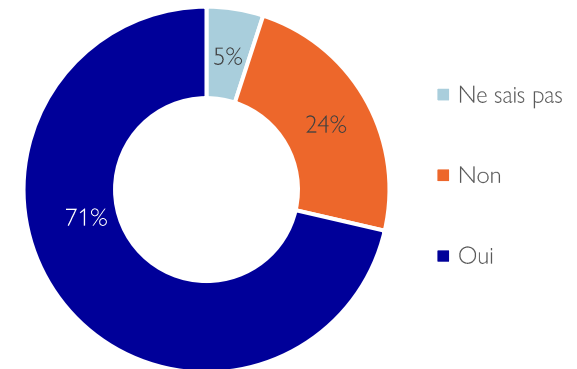
## Moyens de subsistances 2/2

Types de difficultés rencontrés par les populations déplacées pour accéder à des moyens de subsistance ou des activités économiques

Parmi les difficultés mentionnées comme étant celles rencontrées par les populations mobiles pour les activités de subsistances, la discrimination (23%) représente la plus importante proportion. La grande majorité des répondants ont déclaré que 71 pour cent des enfants de moins de 18 ans travaillent.



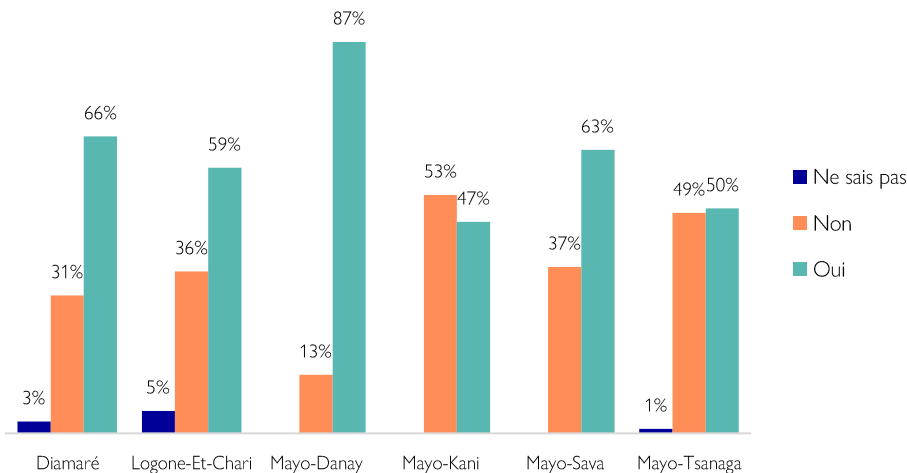
Enfants (moins de 18 ans) des ménages déplacés qui travaillent





## Santé 1/2

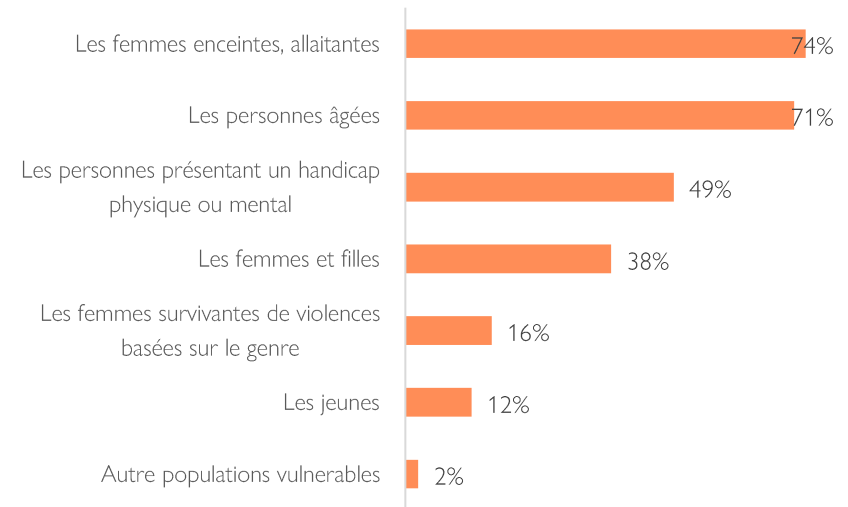
Difficultés rencontrées par les populations déplacées pour l'accès aux soins de santé par département



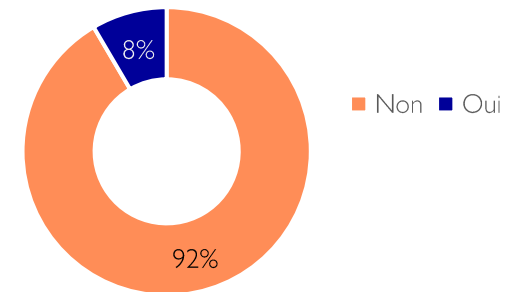
Les difficultés d'accès aux soins apparaissent dans tous les départements évalués. Le département du Logone-Et-Chari apparait comme le département où l'on rencontre le plus de difficultés d'accès aux soins de santé (53%) et aussi où la méconnaissance des difficultés entravant l'accès aux soins est la plus élevée (90%) par les répondants.

Dans l'ensemble de la région, 8 pour cent des localités évaluées disposent d'un service de santé mentale dans le district de santé.

Catégories de populations vulnérables qui rencontrent des problèmes d'accès aux soins de santé

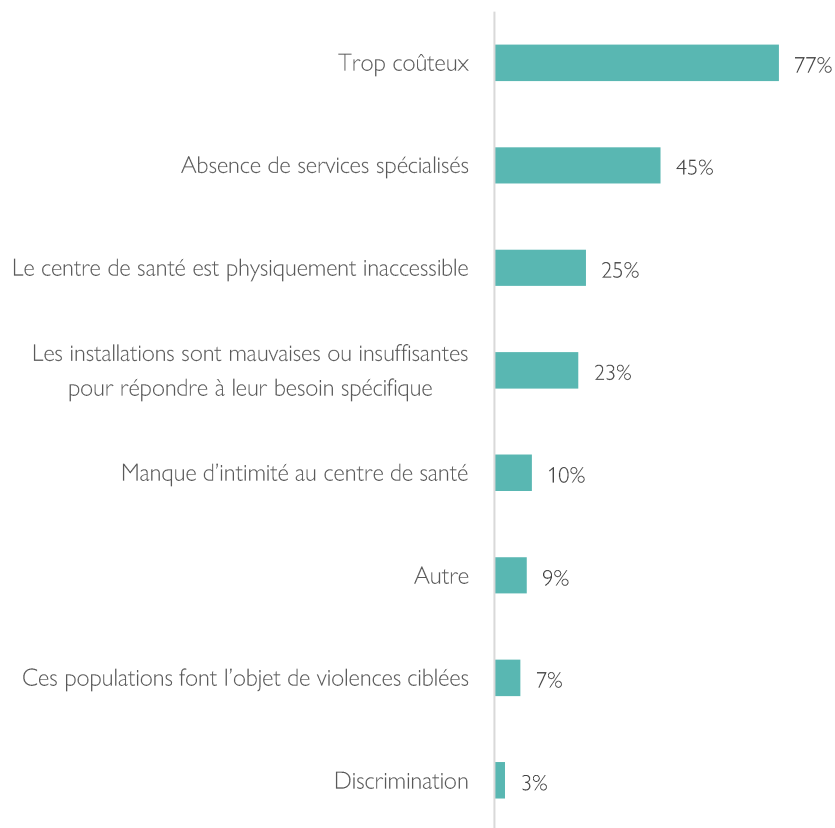


Existence des services de santé mentale dans votre district de santé

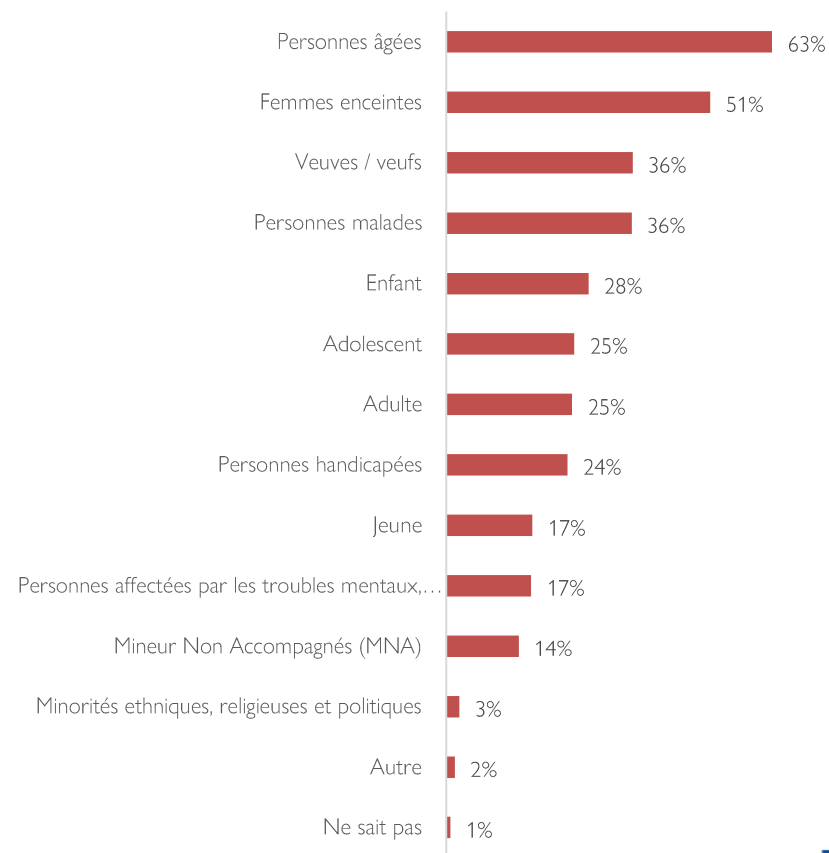



**Santé 2/2**

Principales difficultés rencontrées pour l'accès aux soins de santé par les populations vulnérables



Catégories des personnes les plus affectées par la santé mentale



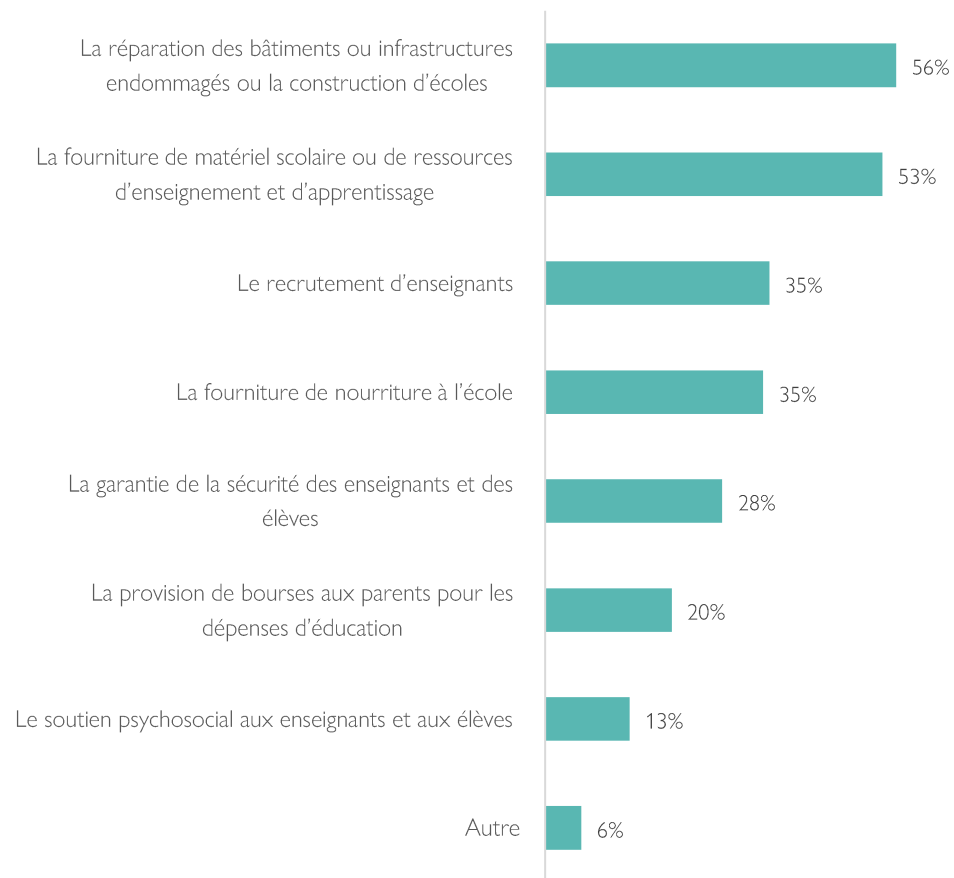


## Education 1/2

Le secteur de l'éducation connaît des difficultés importantes dont notamment 56 pour cent liées à l'absence de la réhabilitation des bâtiments endommagés, l'absence de la fourniture du matériels scolaire (53%), le soutien psychosocial aux enseignants et aux élèves (13%) représente une proportion non négligeable au regard de l'impact de ce besoin pour une années scolaire sereine pour les populations affectées par les déplacements.

Le taux d'accès à l'école pour les jeunes filles demeure très faible dans la partie Nord Est de la région, front Ouest, en effet dans les communes de Mora, Waza, Zina, Goulfey, Darak et Makary on a un taux d'accès inférieur à 50 pour cent. En revanche pour ce qui est de l'accès à l'école pour les garçons, on observe une tendance inverse dans les communes de Blangoua, Logone-Birni, Zina, et Maga, et dans tout le département du Mayo-Sava. Les trois principales raisons invoquées sont que les frais de scolarité sont trop coûteux (18%), qu'il n'y a pas d'enseignant ou matériel scolaire (32%), l'absence d'école dans le village voisin (15%) et que les enfants déplacés doivent travailler (11%), ce qui constitue un problème de protection de l'enfance.

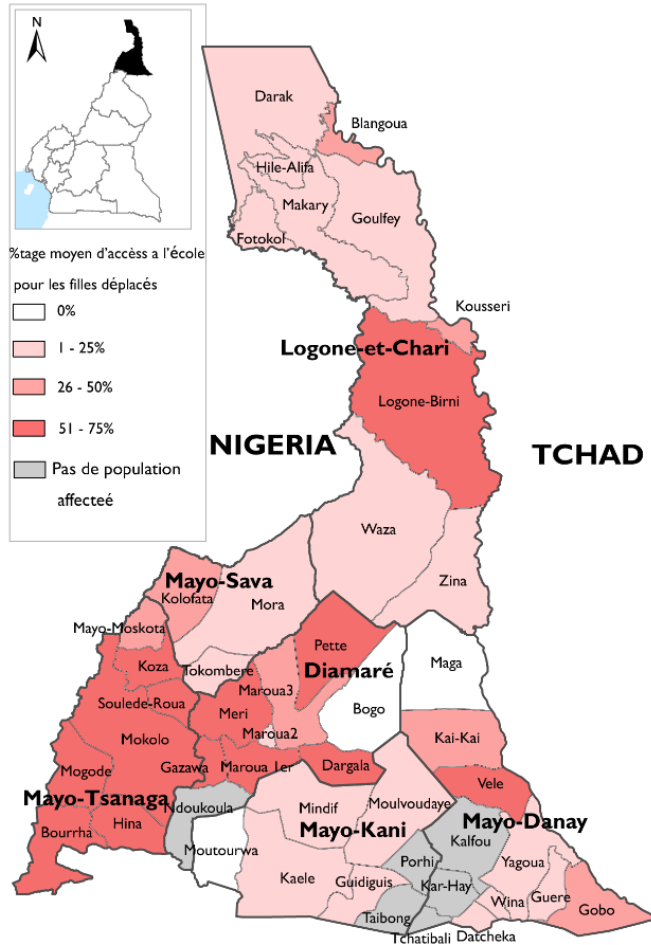
### Principaux besoins liés à l'éducation



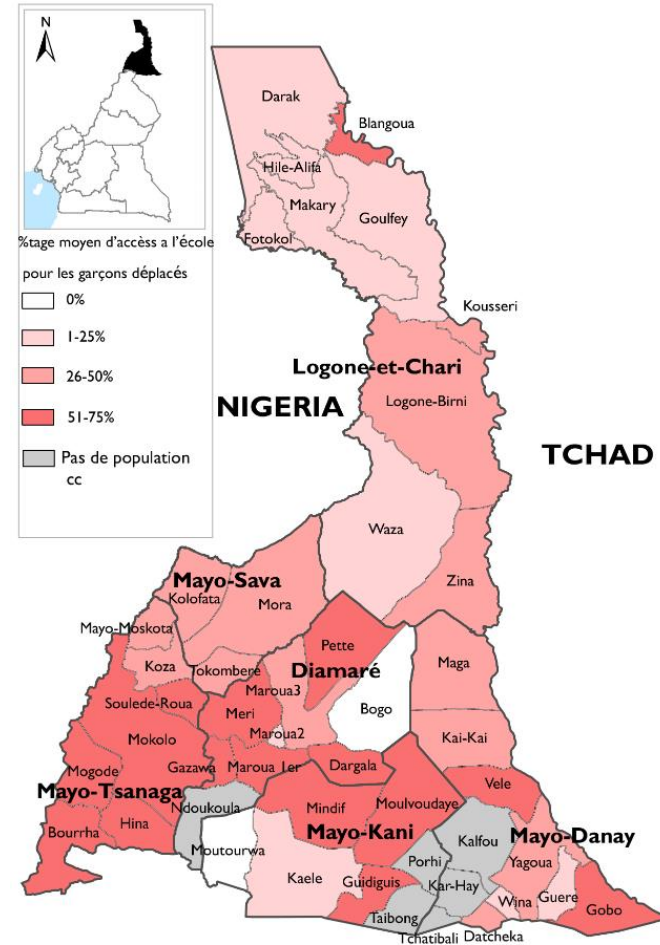


Education 2/2

Accès à l'école pour les filles déplacées

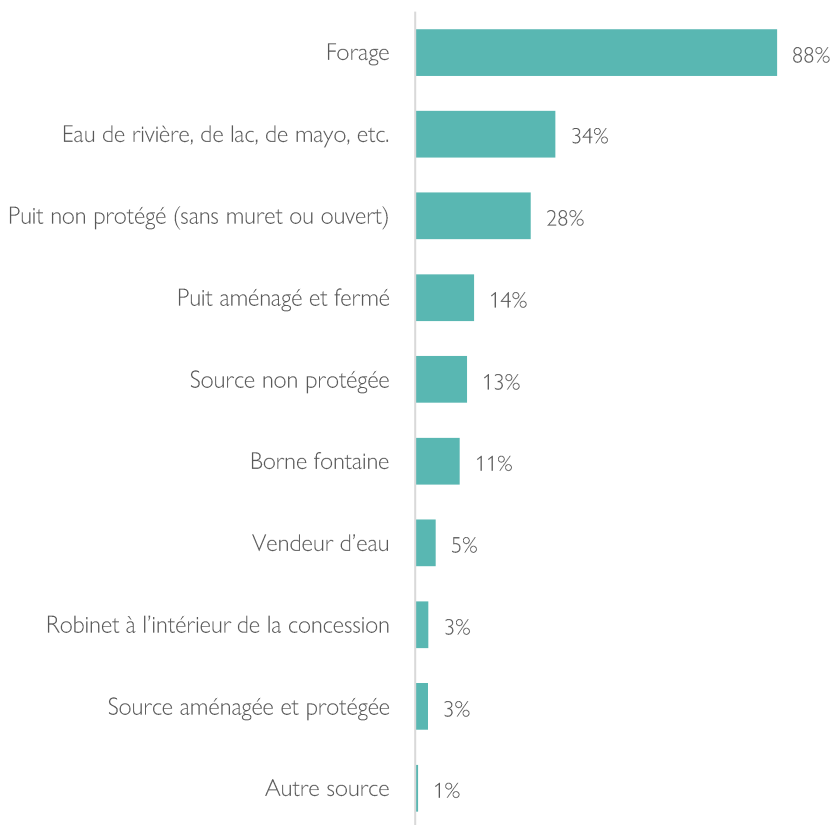


Accès à l'école pour les garçons déplacés

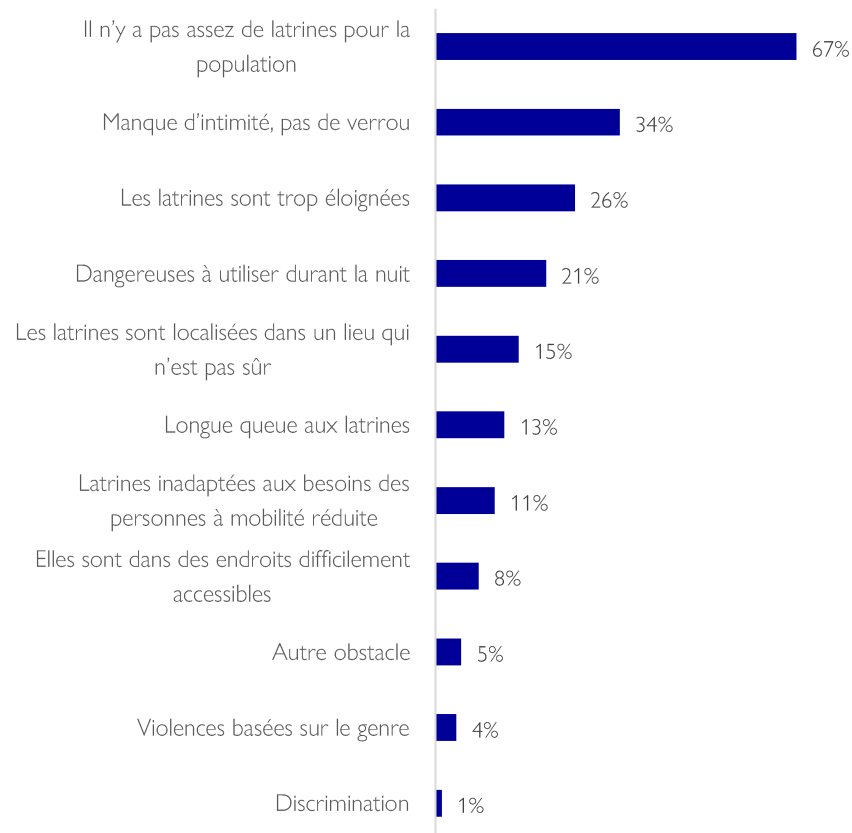



**Eau, hygiène et assainissement (EHA) 1/2**

Principales sources d'approvisionnement en eau

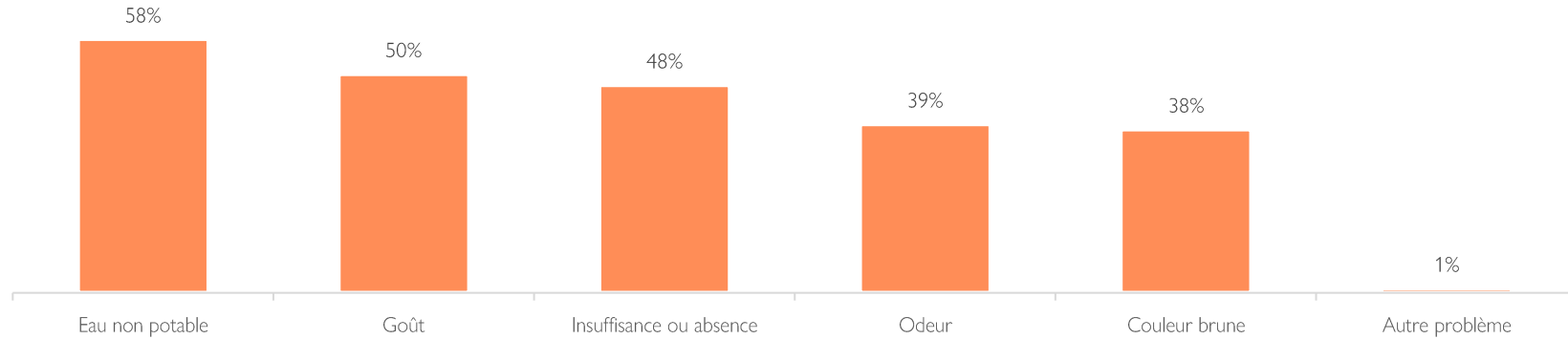


Obstacle auxquels font face les personnes déplacées pour accéder aux latrines

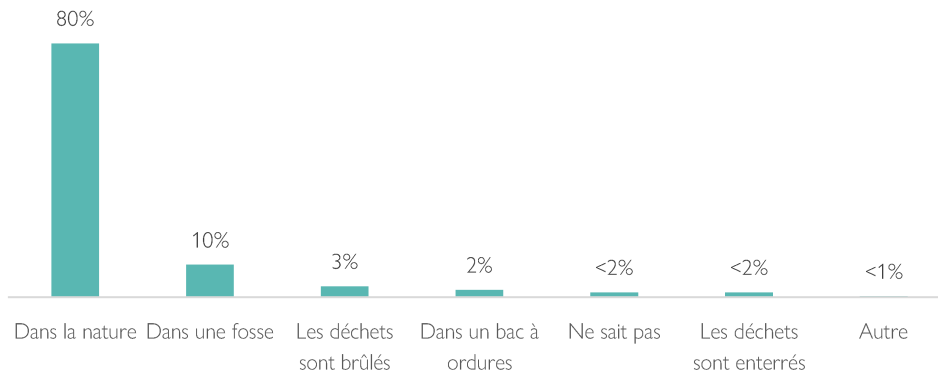


## Eau,hygiène et assainissement (EHA) 2/2

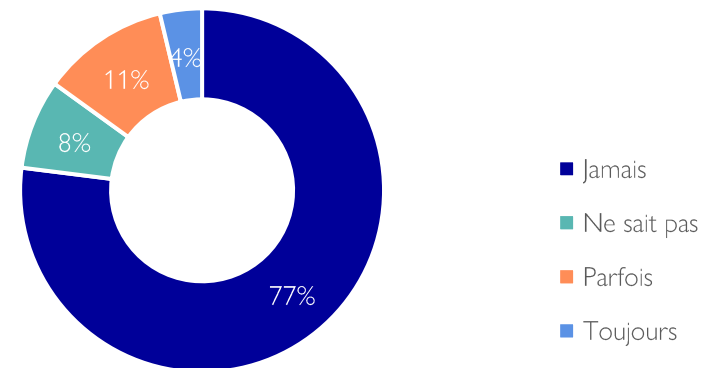
Problèmes liés à l'accès à l'eau



Lieux de dépôt des déchets

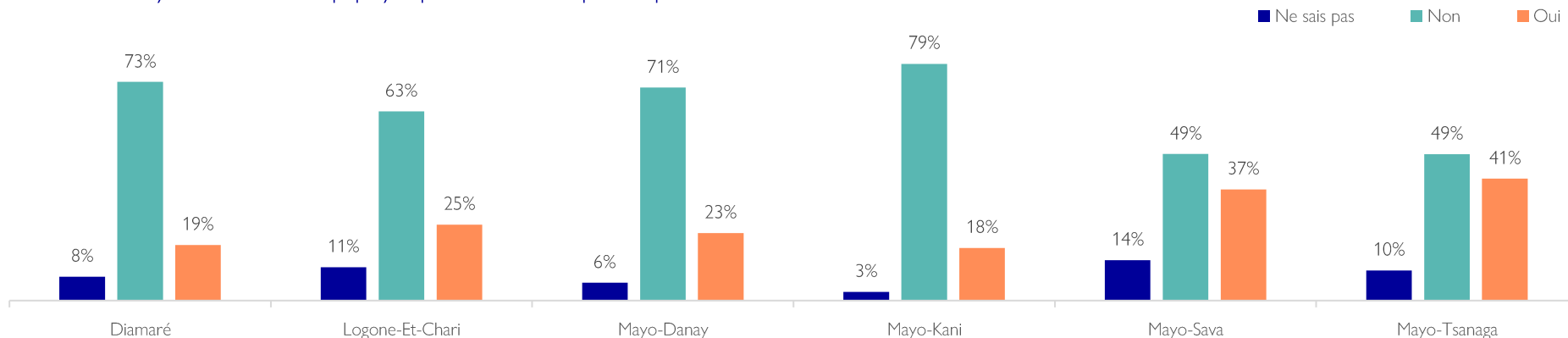


Utilisation d'un système de gestion des déchets



 Protection I/2

Personnes ayant un handicap physique ou mental par département



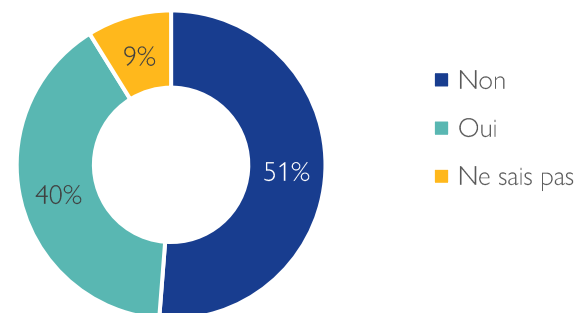
Toutes les localités évaluées présentent des proportions des personnes ayant des handicaps physiques ou mentaux, le Mayo-Tsanaga (41%) arrive en tête, suivi par le Mayo-Sava (37%), ceci est justifié par le nombre d'attaques et incursions régulièrement perpétrées dans ces localités.

Dans les localités évaluées, 40 pour cent des personnes âgées vivent seules avec des enfants (moins de 18 ans).

Le Logone-Et-Chari apparait comme le département avec le plus grand nombre d'enfants chefs de ménage (74) suivi du Mayo-Sava (31) et Mayo-Tsanaga (21).

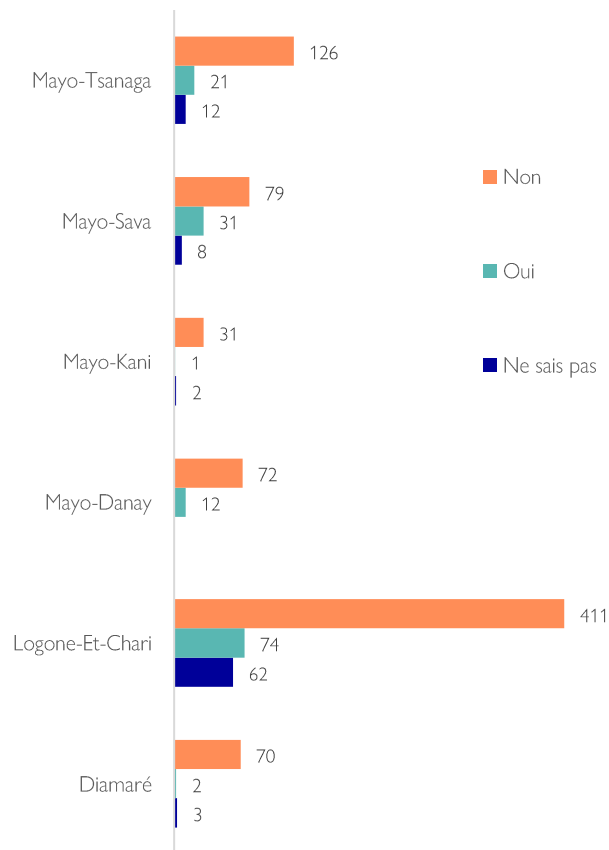
Les principaux problèmes de protections sont le mariage forcé (14%), la violence basée sur le genre (13%) et la séparation familiale (12%).

Personnes âgées vivants seules avec des enfants

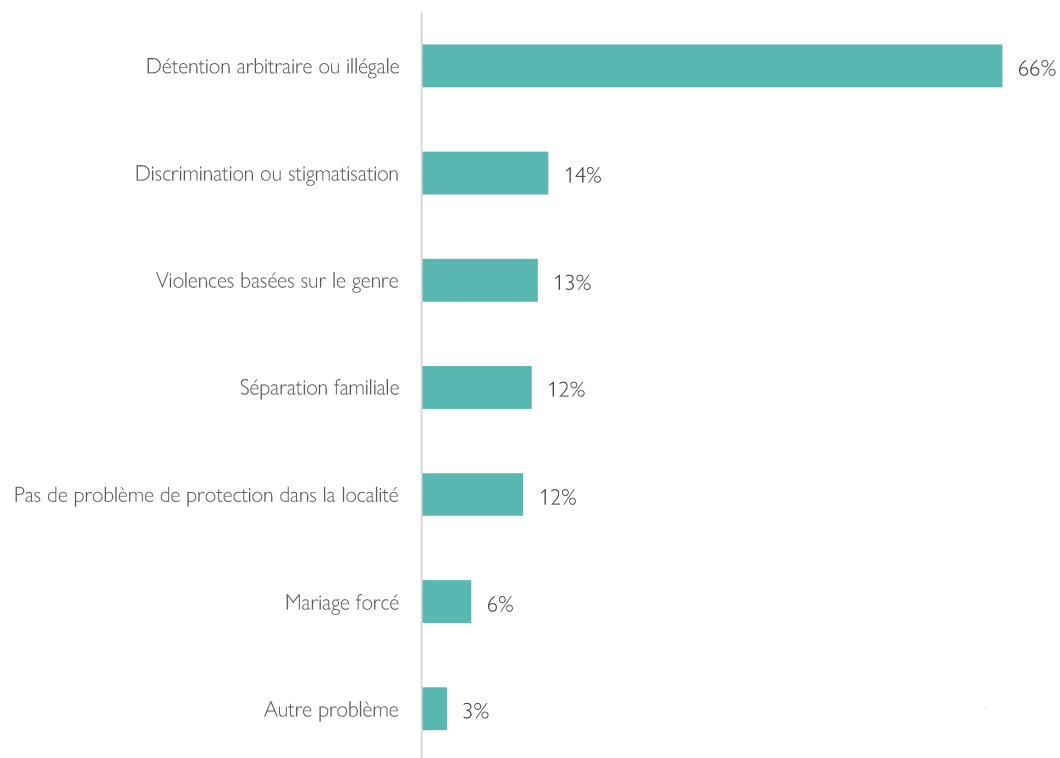


 Protection 2/2

Nombre d'enfant chef de ménage par département



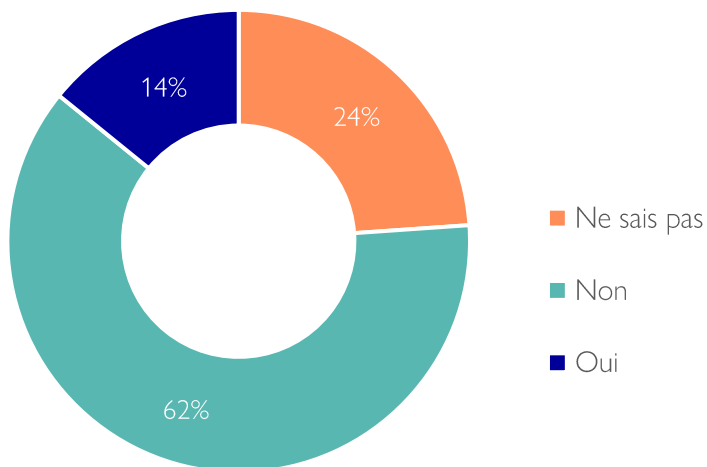
Principaux problèmes de protection





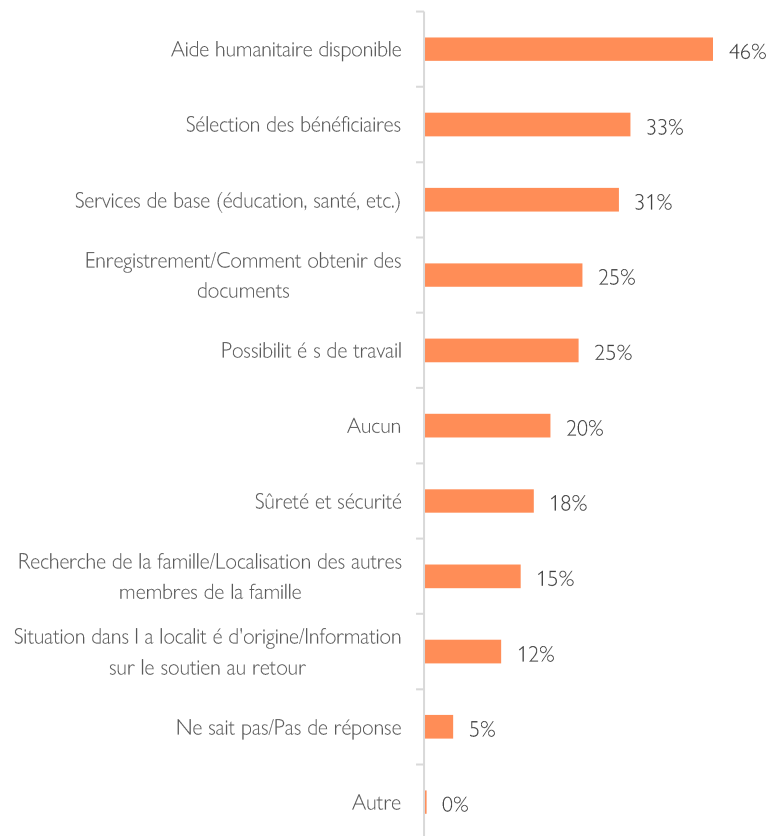
## PEAS et Redevabilité Envers les Populations Affectées (AAP) 1/2

Existence d'un système/mécanisme/point focal que la communauté utilise pour se plaindre



Quatorze pour cent des localités évaluées déclarent avoir eu connaissance d'un mécanisme permettant de remonter les plaintes. Les raisons de l'absence du système de mécanisme de plaintes sont liées à l'inexistence du service (32%), la méconnaissance de ce service (28%) par les populations et 13 pour cent qui ne savent pas comment faire.

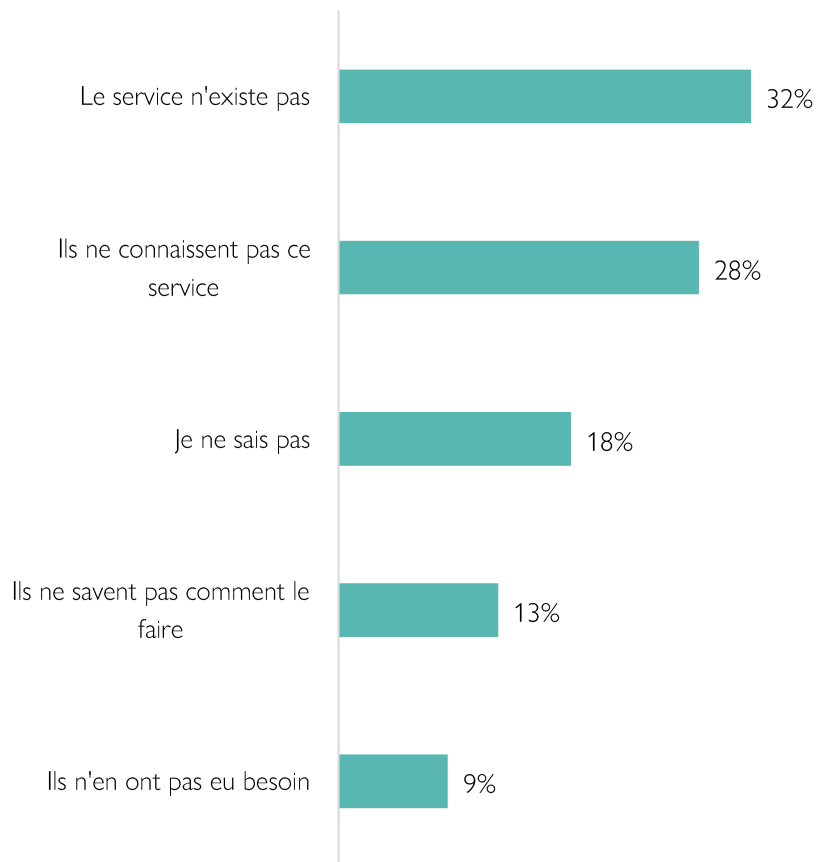
Quels sont les 3 principaux sujets sur lesquels la communauté demande des informations ?



Les catégories de population les plus exposées aux exploitations et abus et sont en majorité les jeunes filles (67%), les enfants (45%) les femmes (43%) et les hommes (11%) arrivent en 6<sup>ème</sup> positions.

## PEAS et Redevabilité Envers les Populations Affectées (AAP) 2/2

Raisons liées à l'absence de système/mécanisme de plainte



Quels sont les catégories les plus exposées au risque d'abus et exploitation ?

